

Βιβλιοθήκη
Φιλοσοφικής
Σχολής

SCIENCE(S) POLITIQUE

N° 2-3

Mai 1

ΑΝΑ
ΛιαΑ
c
1993

ΕΚΠΑ



MAX WEBER

Ont participé à ce numéro :

Denis Berger, Catherine Colliot-Thélène,
Pierre Cours-Salies, André Demichel, Frank Ettrich, Friedrich Hauer,
Wolfgang Kuttler, Pierre Lantz, Andonis Liacos,
Daniel Lindenberg, Michæl Löwy, Gérard Mairet
Frédéric Mispelblom, Myriam Revault d'Allonnes,
Martine Spensky, Josette Trat,
Eleni Varikas, Jean-Marie Vincent,
Sophie Wahnich.

EDITIONS
KIMÉ

Bib: 342461

U. Gunnar Hering
Vorbachar Straße 25/3/1
A-1170 Wien



ΕΛΛΑΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗ
ΧΤΟΡΙΚΗ ΤΟΥΡΓΑΣΤΗΡΙΟΥ

I 3164 27635
Δεκέμβριος 2003

LA CRISE DANS LES BALKANS ET LE NATIONALISME EN GRÈCE

ANA
ΛΙΑΤ

1893

Au cours de la dernière année, l'attitude de la Grèce face à la désintégration de la Yougoslavie s'est presqu'exclusivement centrée sur le nom de l'ex-République fédérale de la Macédoine. Il est difficile d'expliquer en termes rationnels pourquoi et comment les problèmes complexes, difficiles et tragiques posés par la dissolution d'un Etat se sont réduits à cette seule question.

Autour de la question de la Macédoine s'est construite une tradition, liée d'emblée à l'idéologie nationaliste, anti-slave et anti-bulgare, telle qu'elle s'est formée à la fin du siècle dernier. Dans l'entre-deux-guerres, cette idéologie s'est développée en ramenant des questions sociales et politiques à des questions de sécurité et d'intégrité nationales. Pendant la guerre civile, elle fut érigée en critère de légalisme et de patriotisme. Cette tradition, à la fois produit et source de préjugés, eut la prétention de constituer la mythologie nationale particulière à la Grèce du nord. Elle a suscité une instrumentalisation idéologique de l'histoire, elle a engendré une littérature particulière, et constitué une arme de manipulation aux mains des pouvoirs politiques. Elle a enfin imposé une vision de la réalité où les questions nationales sont perçues dans les termes de l'idéologie des nationalités du XIXème siècle dont le postulat de base est que les titres de gloire d'une nation sont dûs à l'ancienneté de ses origines. Dans ce contexte, l'idéologie nationale

grecque, forte d'une histoire de quatre mille ans, peut refuser l'existence d'une nation dont les titres ne remontent pas à plus d'un siècle ; elle peut nier la légitimité de sa langue, le bien fondé de sa constitution en Etat. Le fait que les nations nouvelles constituent la majorité des membres des Nations Unis et que le "nouvel ordre mondial" fut inauguré par une guerre légitimée pour la défense d'un tel Etat (le Koweit) ne saurait déranger cette vision.

Les poids du passé ne suffit pourtant pas à expliquer comment et pourquoi ses antécédents ont abouti à un dogmatisme national qui étouffe dangereusement la politique extérieure. Le passé ne suffit pas à expliquer pourquoi ce dogmatisme a été codifié et a envahi si rapidement les institutions, les médias, les partis, les organisations de la société civile et l'opinion publique ni comment on a vu se former un code de conduite officielle concernant ce qui peut être dit publiquement sur ces questions ni encore pourquoi c'est le juge d'instruction qui est chargé de défendre ce code. Le passé n'explique pas comment le Kitsch nationaliste a pris d'assaut les chansons et la publicité, les places, les vitrines et les revers de veste de nos honnêtes concitoyens. Il n'explique pas la prolifération des publications sur la Macédoine pas plus qu'il n'explique comment un symbole funéraire de l'ancienne dynastie macédonienne a soudain été érigé en symbole national. Enfin, le passé n'explique pas comment des personnes sérieuses signent des textes qui utilisent comme critère de la grécité de la Macédoine le fait que Saint Paul se soit adressé aux habitants de Salonique et non pas à ceux de Skopje, qu'il ait écrit en grec et non pas en slave (sic).

L'inquiétude pour nos frontières n'offrent pas non plus une explication au développement de ce phénomène. Quand en 1974, la partie nord de Chypre fut envahie par l'armée turque, on n'a pas assisté à un tel essor du nationalisme alors qu'il s'agissait d'un problème réel. La question chypriote

fut intégrée dans le cadre de l'esprit plus général de la démocratisation des structures laissées par la dictature et dans le contexte idéologique de l'anti-impérialisme. Cela n'était pas incompatible avec l'existence de dimensions et de préjugés nationalistes, mais ces derniers ne représentaient qu'une des versions sur les transformations de l'ordre mondial et des relations internationales.

Je pense que les causes du développement du nationalisme en Grèce sont à chercher dans les causes plus générales de l'exacerbation actuelle des nationalismes, qui a trouvé une forme dans le cadre spécifique de l'évolution de la société grecque dans la période qui a suivi la chute de la dictature militaire. Pour comprendre l'explosion des nationalismes il faut la situer dans le contexte de la redéfinition sur l'échelle internationale des *identités politiques/culturelles* et, par conséquent, des communautés nationales ; il faut ensuite mettre en rapport ces transformations avec les grandes restructurations des *activités économiques* qui ont lieu à l'échelle mondiale comme à l'intérieur des sociétés nationales.

Le terme de *politiques/culturelles* désigne les changements, sur une grande échelle, des identités nationales, "raciales", linguistiques, religieuses, des identités des minorités ou des populations migratoires. L'identité nationale est un processus mouvant, sans cesse redéfini. Les éléments du répertoire national qui sont mobilisés pour sa constitution ne sont pas fixes mais diffèrent selon les périodes. L'identité nationale n'est pas une essence figée que les êtres humains acquièrent spontanément. Le terme d'*activités économiques* désigne un ensemble d'activités qui inclut la division du travail, la distribution et redistribution des ressources, des niveaux de vie, des politiques sociales et des équilibres sociaux. La logique des redistributions ne dépend pas exclusivement des mécanismes économiques mais aussi de facteurs culturels et nationaux. Le champ d'articulation entre les restructurations économiques et les équilibres sociaux,

d'une part, et la redéfinition des identités nationales/culturelles de l'autre peut être, selon moi, défini par quatre paramètres:

1) L'écroulement du socialisme réel. Celui-ci a deux volets. Il s'agit d'une part de l'écroulement d'un système social et donc de la transformation des équilibres sociaux à une échelle mondiale; et, d'autre part, de l'écroulement d'un système étatique qui s'étend depuis nos frontières du nord jusqu'à la Sibérie. Dans un contexte marqué par l'absence de légitimité d'un nouvel ordre politique, par les conflits pour les ressources et l'attente d'une place neuve dans la nouvelle division internationale du travail, le repli sur la communauté nationale constitue presque le seul élément de regroupement. Comme le remarque Hobsbawm, le nationalisme est devenu l'identité qui, dans un moment de vide politique, s'est substituée aux identités plus complexes du citoyen d'un état polyethnique. Dans le même temps, le séparatisme étatique, aussi peu réaliste et viable puisse-t-il paraître, a été perçu comme le passeport nécessaire pour le monde occidental. Le nationalisme est devenu synonyme de liberté et de bien être au moment où il privait de liberté les minorités qui vivaient mélangées aux populations ethniquement majoritaires.

Des événements d'une aussi vaste ampleur modifient les équilibres non seulement des régions concernées mais du système mondiale. Mais il y a une autre conséquence de l'écroulement du socialisme réel: l'écroulement de la gauche dans sa dimension idéologique signifie un retour massif à des idéologies populistes dans lesquelles l'élément de cohésion n'est plus la position sociale mais la nationalité, la religion.

2) La distribution inégale des activités économiques et de la croissance entre le Nord et les Sud. Du grand débat sur ce thème, je ne soulignerai qu'un seul point. L'élargissement des inégalités et l'échec des programmes d'industrialisation et de développement agricole dans le Sud -comme on désigne schématiquement un grand nombre de pays

auxquels il faudra dorénavant ajouter les pays de l'Est- provoque une vague migratoire croissante qui assiège les centres développés. Or, la nouvelle division internationale du travail repousse l'industrie classique vers la périphérie (comme le sud-est asiatique), source de main d'oeuvre bon marché et entraîne la désindustrialisation d'une partie considérable du monde développé ainsi que la déqualification de larges secteurs de la classe ouvrière. Ainsi, la concurrence entre les nouveaux, ou anciens, immigrés et les populations nationales porte sur les qualifications les plus basses et les prestations sociales; elle concerne fondamentalement des populations frappées d'insécurité économique. Les sentiments xénophobes sont ainsi facilement investis par des mentalités racistes qui, à leur tour, favorisent le repli des immigrés sur les éléments les plus durs et les plus intransigeants de leur identité (religion, ethnicité, séparatisme culturel). Les grandes métropoles occidentales vivent depuis des années dans une atmosphère de guerre froide "raciale".

3) Si l'évolution de l'unification européenne ne présente pas (encore) des caractéristiques aussi dramatiques, elle a une dynamique contradictoire: d'une part, le *régionalisme*, favorisé par la bureaucratie centrale de la Communauté comme un contrepoids aux réactions des bureaucraties nationales, encourage les groupes ethniques et culturels à rechercher leur physionomie particulière, sacrifiée à la construction de la nation. Mais, d'autre part, les modalités concrètes de l'unification de l'Europe sur des bases monétaristes et néo-libérales provoquent des réactions dans les pays moins développés que la moyenne des pays membres ; dans le même temps, elles nourrissent des tendances à la désintégration de la cohésion nationale (Ecosse, Italie du nord).

4) La crise des politiques sociales. Chacun sait que l'Etat national a été fondé sur trois catégories de droits: les droits civils ont été suivis par les droits politiques. Or, ces derniers ne pouvaient

fonctionner que dans le contexte d'une cohésion sociale assurée. Il a fallu donc les compléter par les droits sociaux. La crise de l'Etat Providence, la réduction des programmes sociaux annulent dans une large mesure les droits sociaux, ce qui déstabilise la notion de citoyenneté en repoussant une partie de la société en dehors de la société civile, dans les marges du système politique. Inversément, les populations immigrées et les autres groupes minoritaires qui revendiquent des droits sociaux sont obligés de le faire en exigeant une place dans la conception de la nation, en demandant que leur identité soit incluse dans l'identité nationale dominante. Le débat ouvert, au cours des dernières années, aux Etats Unis sur la nécessité de redéfinir ce qu'est l'histoire nationale ou d'inclure dans les manuels et les programmes scolaires l'histoire des populations noires, hispanophones, asiatiques, indiennes, a valeur paradigmique.

Ces quatre facteurs sont également valables pour les Balkans. La crise de la dernière décennie et le surendettement de cette région ont intensifié les tendances à la désintégration avant même l'écroulement du système politique antérieur. Dans cette région, les causes nouvelles des restructurations économiques et identitaires réactivent des héritages anciens, des problèmes restés sans solution, puisque la distribution géographique des populations ne coïncide pas avec les frontières des Etats nationaux. La formation des Etats-nations des Balkans a commencé par la périphérie pour s'étendre vers le centre en intégrant et "nationalisant" des populations. Dans certaines régions, néanmoins, la cohésion nationale ne s'est pas réalisée.

Quelques décennies avant les guerres balkaniques, dans la Macédoine encore intégrée à l'empire ottoman, certaines populations s'identifient déjà avec les Etats nationaux déjà constitués. Mais il y en a d'autres qui ne s'identifient avec aucune de ces nations. Elles ont une conscience religieuse, elles sont liées au Patriarcat Orthodoxe ou plutôt à

la paroisse de leur village. Elles se différencient des Juifs, des Musulmans, des Arméniens mais demeurent perplexes quant à leurs rapports à leur corréligionnaires bulgares, grecs ou serbes. Elles n'ont pas encore de conscience nationale. Or, à un certain moment, elles se rendent compte qu'elles doivent se différencier par rapport à leur voisins et formuler leurs différences en termes d'identité nationale. Le reste va suivre : la recette est bien connue. Elles découvriront des ancêtres glorieux, elles découvriront leur culture et leurs chansons populaires; elles vont s'approprier des sites, monuments autres éléments marquant le territoire qu'elles revendiquent, elles interviendront pour purifier leur langue.

La formation de chaque nation s'accompagne d'une construction à partir d'un héritage qui est reinterprété. L'Etat produit de la conscience nationale et forme la nation dans le sens moderne du terme. Cela ne vaut pas que pour les nations récentes. Les Grecs sont eux-aussi passés par ce processus, malgré la conjoncture sans doute différente de constitution de la nation grecque moderne. La formation récente de la majorité des pays membres des Nations Unies devrait suffire à démontrer que ce ne sont pas les cartes des siècles passés, ni les Ecritures, ni les monuments archéologiques, ni même les éléments linguistiques qui décident de l'existence d'une nation. Il suffit que les populations qui prétendent en constituer une puissent se prononcer librement.

La position officielle de la Grèce sur la question de la Macédoine n'a pas tenu compte des modifications de la perception et de la légitimation des nations; elle demeure prisonnière de la rhétorique nationale du XIXème siècle. Le manque de compréhension dont se plaignent les grecs n'est donc pas le simple résultat de mauvaises intentions ni de la propagande plus efficace de leurs adversaires. Le cadre sémantique contemporain diffère radicalement de celui que propose la Grèce pour la compréhension des problèmes nationaux qui sont les

siens. Mais le désavantage majeur de la position grecque réside dans le fait que, parmi toutes les grandes questions posées par la désintégration de l'Etat voisin, elle s'est attachée au moins important. Elle a laissé les arbres lui cacher la forêt.

Car ce qui est en jeu dans les transformations des trois dernières années, c'est l'affaiblissement de la position et de l'importance internationale du pays. La tendance europocentrique qui critique, aujourd'hui, l'attitude officielle de la Grèce, au nom d'un possible renouveau du rôle dirigeant que celle-ci aurait pu jouer dans les Balkans, part de l'hypothèse de la répétition du rôle important qu'ont joué les Grecs dans la région balkanique au XVIII^e et dans la première moitié du XIX^e siècle. Or à cette époque, les Grecs étaient une nation de diaspora qui occupait une place économique et culturelle dominante, qu'elle a progressivement perdue à partir du XIX^e siècle, d'une part à la suite de l'établissement de liens étroits de la région avec les grands centres économiques et culturels et, d'autre part, du fait de la constitution des classes dominantes à l'intérieur des autres nations balkaniques. La Grèce a, de plus, perdu l'avantage relatif qu'elle détenaient tant que force périphérique susceptible de bloquer l'influence communiste dans la Méditerranée.

L'écroulement des systèmes socio-politiques dans le sud-est européen n'influencent pas seulement la position internationale du pays. Si l'ouverture des marchés des Balkans et du sud-est européen a tendance à rétablir une unité économique, le niveau de vie de la Grèce ne saurait rester pour longtemps sensiblement supérieur à ceux des pays voisins. Dans une perspective de normalisation, la structure économique de la région exige, sinon le nivellement, du moins un rapprochement du coût du travail, ce qui implique une dégradation progressive du niveau de vie en Grèce. Il est, en effet, difficile de se soustraire pendant longtemps aux surdéterminations géographiques.

La Grèce subit les conséquences de la redistribu-

tion des activités économiques déjà évoquées qui l'obligent à baisser le coût du travail. Or la diminution du coût du travail signifie la baisse du niveau de vie et surtout le renversement des équilibres mis en place au cours de la dernière décennie, peut-être même, depuis la chute de la dictature. Ce type de renversements exigent des modifications idéologiques et politiques profondes. Ainsi, le changement des équilibres politiques a été suivi, au cours des dernières années, par une critique de la productivité de l'économie grecque qui fut érigée en cause de la pathologie de la société grecque. Ce discours a été formulé en termes d'écroulement social et de dégradation nationale. Le retour à des "valeurs sûres" a puisé non seulement dans l'héritage nationaliste mais aussi dans celui du néo-conservatisme qui a accompagné, à l'échelle internationale, l'apparition du courant néo-libéral (le néo-libéralisme américain s'est appuyé sur le néo-conservatisme reaganien, tout comme le Thatcherisme a profité du sursaut du nationalisme que provoqua la guerre des Malouines). La transformation politique de 1989-90 en Grèce s'est inspirée des modèles néo-libéraux, mais le néolibéralisme avait une base trop faible pour qu'il puisse introduire dans la société grecque les modifications idéologiques correspondant au nouveau statu quo politique. Le nationalisme de 1992 a semblé fournir le cadre approprié, suffisamment large et surtout intelligible pour de larges secteurs de la population. La question de la Macédoine fournit à des forces politiques diverses l'occasion de se reconstituer, de légitimer leur discours, d'articuler leurs préjugés idéologiques : ce sont d'une part, des forces anachroniques de la société grecque qui paraissaient marginalisées au cours des deux dernières décennies et, d'autre part, des forces qui tentent de renverser les équilibres idéologiques et économiques qui permettront les nouvelles adaptations économiques.

C'est la théorie de la "dévitalisation nationale" qui a servi de pont entre ces tendances. La ques-

tion de la Macédoine soulevait une interrogation qui impliquait évidemment une interprétation historique particulière: Comment et pourquoi n'avons-nous pas réagi quand Tito a donné le nom de "Macédoine" à la République méridionale de la Yougaslavie et quand la propagande de ce pays a confirmé pour elle-même ce nom sur l'échelle internationale? Cette question passe évidemment sous silence le fait que ce nom avait été utilisé au début du siècle à propos de la même population par ce peuple lui-même (Cf. l'organisation, Internal Macedonian Revolutionary Organisation, 1903) mais aussi par des Grecs.

Même si elle n'a pas été formulée de manière cohérente et achevée, la théorie de la "dévitalisation" constitue le présupposé de plusieurs approches semblables. Selon elle, la politique extérieure du pays mais aussi les intellectuels grecs ont été passifs, indifférents, hésitants ou peu énergiques en ce qui concerne la défense des positions nationales. Si les origines chronologiques de cette passivité diffèrent selon les versions, l'indifférence des intellectuels est attribuée à la diffusion du cosmopolitisme, de l'internationalisme et des idéologies qui dévaluent la nation, comme le marxisme. Mais comme les adeptes de l'éveil national appartiennent à des camps différents, certains attribuent la responsabilité de la dévitalisation nationale aux excès de la rhétorique nationaliste par la droite et par la dictature. D'autres, enfin, appellent la gauche à ne pas laisser le monopole du nationalisme à ses adversaires.

Ces accusations culpabilisent les historiens, auxquels on reproche l'information incomplète de la communauté scientifique internationale sur les positions nationales ainsi que la dévalorisation de notre histoire nationale dans l'enseignement ou la mise en cause des traditions grecques (c'est à dire des mythes historiques). Mais s'il y a une caractéristique évidente de l'historiographie grecque, c'est bien son hellénocentrisme et sa tendance à ignorer, à quelques exceptions près, l'histoire et l'historio-

graphie mondiale. On n'a qu'à comparer le nombre des enseignants spécialisés dans l'histoire européenne ou mondiale au nombre de ceux qui enseignent l'histoire grecque, ou la place respective accordée par les manuels scolaires à la littérature étrangère et à la littérature grecque. L'hellénocentrisme n'a certes plus la forme rhétorique qu'il avait jadis. Mais la règle de l'histoire grecque, telle qu'elle a été formulée au XIXème siècle, c'est la *continuité de la nation grecque à travers les derniers trois mille ans* - une règle qui malgré quelques mises en cause, n'a jamais été abolie ni remplacée par une conception de l'histoire nationale fondée sur des analyses théoriques contemporaines.

La théorie de la dévitalisation nationale est liée à celle de la "déperdition nationale". Ses défenseurs ne tiennent aucun compte de ce que la même conception peut être défendue par les Turcs en ce qui concerne l'empire ottoman, par les Serbes en ce qui concerne le royaume de Dousan, par les Bulgares en ce qui concerne la Bulgarie médiévale et ainsi de suite. Pas plus qu'il ne prennent en considération le nombre de peuples que ces empires incluaient ni la nature des structures étatiques qui étaient les leurs. Ils ne voient pas enfin que, depuis l'indépendance de la Grèce en 1830 jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, les frontières de l'Etat grec se sont élargies plutôt que réduites. Ces objections ne peuvent pas être entendues car la "déperdition nationale" constitue un élément idéologique fixe de tout discours nationaliste: la reconnaissance d'un paradis perdu qui devient l'objet d'une restauration imaginaire. Dans la grammaire du nationalisme, "l'éveil national" constitue l'antonyme de la "dévitalisation nationale". C'est donc autour de l'éveil national que sont regroupées des forces et des tendances qui, au cours des années précédentes, ont fait leur apparition de manière fragmentaire et dispersée. L'idée centrale qu'elles mettent en avant est la nécessité de renouer avec la diachronie de l'hellénisme. Il ne s'agit pas

d'une compréhension légitime des éléments et des tendances diachroniques de notre civilisation, mais de l'usage du passé comme d'une réserve dans laquelle la nation puise des éléments qui la différencient des autres nations modernes, des éléments qui sont considérés comme des conditions de survie nationale. L'histoire n'est pas un champ ouvert à la recherche. "L'histoire est une", comme cela a été affirmé lors du procès de quatre étudiants antinationalistes ; elle est là, figée et nous avons le devoir de la protéger de toute déformation et de la transmettre aux générations à venir¹. La société grecque ne partage pas les problèmes de toutes les autres sociétés, leurs tendances communes, leurs angoisses et leurs impasses. C'est une nation qui depuis de milliers d'années cherche à survivre, centre du monde et victime de conspirations qui travaillent à sa perte.

On assiste ainsi à la reformulation des problèmes sociaux en des termes nationaux ; c'est là que réside une des conséquences majeures du nationalisme et en même temps de son efficacité. Les priorités sont redéfinies selon que les problèmes sont considérés comme nationaux ou pas. Par exemple, les réformes de la santé et de la Sécurité Sociale ne sont pas considérées comme des questions d'ordre national. L'Education n'en est une que quand il s'agit d'assurer la monophonie et d'invalider le dialogue au sujet des objectifs qu'elle devrait poursuivre. Reformulation qui vise à gommer les idées, approches et prises de positions qui sont apparues au cours des années précédentes. Le féminisme est une des premières victimes de la reformulation des problèmes sociaux.

¹ Cf. par exemple la décision du Conseil municipal de Grevena au sujet de la pétition signée par 169 intellectuels contre l'essor du nationalisme en Grèce: "La pétition heurte le sentiment panhellénique, l'effort panhellénique de sauvegarder la vérité historique et les traditions que nous tous avons le devoir sacré de (...) transmettre à nos enfants telles que nous les avons reçues de nos parents", *Elinicos Vorias*, 31-5-1992.

Ces tendances anachroniques ont été favorisées par deux facteurs principaux. Le premier est lié à l'écroulement du socialisme réel qui fut interprété comme le triomphe des modèles idéologiques opposés. En Grèce, ceux-ci avaient été codifiés en intégrant des tendances anti-modernisatrices et nationalistes. Le second facteur est lié à l'échec du processus de modernisation de la société grecque, surtout au cours des années 1980. Dans le cadre que nous avons déjà évoqué, les mécontentements sociaux ont été vécus comme un échec de la modernisation elle-même, comme une déception nationale. La substitution du discours qui décrivait une société en déroute par celui qui évoquait une nation de trois mille ans ne pouvait qu'être reçue avec soulagement. D'autant plus que la modernisation, au cours de ces dernières années a été conçue comme une notion économique voire technocratique et non pas comme une modernisation de valeurs.

Pour résumer, autour des questions nationales se développe une contre offensive visant tout ce que la société grecque a pu conquérir au cours d'un processus de rationalisation difficile et contradictoire déclenché à partir de la fin de la dictature en 1974. Si le nationalisme risque d'entraîner la politique extérieure en des impasses dangereuses, ses conséquences à l'intérieur du pays ne sont pas moins graves. Les libertés et le droit de critique de tout ce qui est défini comme problème national sont les premières victimes. Le spectre du retour à une "pensée conforme aux intérêts nationaux"², qui a si longtemps poursuivi les citoyens de ce pays et

² Le terme εθνικοφροσυνή, qu'on pourrait traduire textuellement comme l'obligation d'une pensée conforme à la nation désignait pendant tout l'après guerre les certificats de bonne conduite nationale. Cette pratique abolie après la dictature a exclu de la fonction publique y compris l'enseignement, tous ceux et celles qui étaient soupçonné(e)s d'avoir eu un rapport quelconque avec le parti communiste, la résistance, des organisations ouvrières, syndicales etc, et leurs descendants.

miné les possibilités de modernisation de la société grecque, se profile encore une fois à l'horizon. Cette explosion nationaliste sera-t-elle durable ?

Cette explosion nationaliste sera-t-elle durable ? Le nationalisme est-il susceptible de créer de nouvelles réalités ? A la fin du XIXème siècle, il s'est appuyé sur l'isolationnisme économique. Dans l'entre deux guerres, le nationalisme, comme toute autre idéologie de masse, a été favorisé par la découverte de la radio et le développement de la presse de masse qui unifiaient le public national. Or, aujourd'hui, ces tendances se renversent. Aussi bien l'économie que la production de la culture ont une dynamique d'internationalisation et de corrosion des frontières ; elle crée des marchés et des publics internationaux. Les bases du nationalisme actuel sont-elles suffisamment solides pour résister à ces tendances ?

Par ailleurs, si l'objectif de toute idéologie nationale est d'assurer la cohésion de la nation, cela implique une politique capable de créer une cohésion sociale à partir de laquelle se développe la cohésion nationale. Or, la politique économique actuelle, inspirée des dogmes néo-libéraux, a tendance à dégrader les politiques sociales et à intensifier les différences sociales au lieu de les diminuer. Plutôt que de promouvoir la cohésion sociale, l'objectif du nationalisme ne serait-il pas dans ce cas de mettre en place un substitut bon marché à l'absence d'une telle cohésion ?

Si enfin ces mutations enlèvent au nationalisme son poids spécifique et sa raison d'être, on peut se demander si celui-ci n'est pas l'épiphénomène d'une période pendant laquelle on assiste à la dégradation de la position internationale et du niveau de vie de la société grecque. Il s'agirait, dans ce cas, d'une idéologie de repli, mais aussi de manipulation, dans une période où l'objectif de l'occidentalisation s'éloigne de l'horizon et où l'économie réduit de plus en plus les marges du consensus acquis pendant la période précédente de croissance.

Quoi qu'il en soit, et en dehors de ce qu'on peut attendre des évolutions dans les Balkans, ce qui est

fondamentalement en jeu dans cette prédominance du discours nationaliste, c'est l'image que nous avons de nous mêmes, la constitution de notre identité nationale. Allons-nous revenir aux modèles de l'isolationnisme national, à la compensation idéologique que représente la continuité avec le passé glorieux, à l'intolérance religieuse et ethnique, à la sécurité de l'autoritarisme ?

Ou, au contraire, allons-nous développer la vision d'une nation moderne, intégrant les valeurs mais aussi les angoisses d'une société moderne, construisant sa cohésion autour du progrès de la culture, des libertés, du bien être de ses citoyens les plus faibles ? Agirons-nous comme une nation capable d'intégrer sans les assimiler de manière autoritaire, les ethnies et cultures qui vivent dans son sein, capable d'accepter la différence, d'essayer le nouveau ?

L'identité nationale se construit autour des modes de vie, de la culture active, de la confiance dans le présent qu'une nation inspire à ses citoyens. Partant de cette confiance, on peut dialoguer avec son passé et son histoire, les intégrer, les reinterpréter. Si, au contraire, on essaye de fonder son identité nationale sur des schémas historiques passésistes, qui sont forcément sélectifs, on risque de réduire et mutiler la polymorphie de la société contemporaine. Ce qui en résulte n'est pas une identité mais une rhétorique nationale, vide de sens. Les utilisations et la pauvreté idéologique des dogmes imposés par les dictatures du 4 août 1936 et du 21 avril 1967 aurait dû nous apprendre quelque chose.

ANDONIS LIACOS
Université d'Athènes